



cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

29 % des femmes cadres disposent d'une pièce spécifique, contre 47 % des hommes, selon un dossier du journal « Le Monde ». Décidément la pandémie aggrave l'inégalité femmes/hommes, en plus du déséquilibre traditionnel du travail domestique. Lutter contre le virus, ça sent le combat global....

Pas plus de 6 pour la dinde à Noël. Il va falloir passer aux cailles. Attestation à l'appui.

Face à la pénurie de main d'œuvre, le Premier Ministre canadien veut attirer 1,2 million d'immigrants-es d'ici 2023. Mais 240 000 demandes restent en attente à cause des imbroglios administratifs et réglementaires. Vous avez dit migration(s) ???

Agenda militant

5 décembre

En marche !

Rennes

Marche hommage à Babacar

Partout en France

Marches contre le chômage et la précarité

Marches pour les Libertés et des Justices

Allons à l'essentiel !

René Char disait « l'essentiel est sans cesse menacé par l'insignifiant ». Depuis le début du 2^{ème} confinement dans les médias deux mots reviennent souvent : utile et essentiel. Mais qu'est-ce qui est utile et essentiel ? Qui décide de ce qui est utile et essentiel ? Si nous étions dans une société autogestionnaire dégagée du carcan néolibéral, l'essentiel résulterait de l'échange des points de vue. Mais le gouvernement a décidé pour nous à partir de critères très contestables car les choix qui s'imposent pour mener une politique de santé publique n'ont pas été pris, et la dominante néolibérale nous mène une guerre sans merci. En mars avril des dizaines de textes et d'appels ont fleuri ça et là pour appeler à penser le monde d'après, mais sans suite réelle. Le déjà-là du monde d'après est à nos portes. Alors construisons ici et maintenant la société que nous voulons : produire du commun, permettre à nos imaginaires de donner du sens à notre vie, à notre travail, à nos amours, à nos relations sociales.

La pandémie nous oblige à nous interroger sur ce qui est essentiel et ce qui ne l'est pas. Nous pourrions affirmer que ce qui est essentiel c'est la bonne santé physique et mentale, l'éducation, la culture, les relations sociales, le travail, la mobilité. Le confinement a eu le mérite de déconfiner les imaginaires et de s'interroger sur nos vrais besoins. Comment produire du commun dans un univers voué à la surconsommation (black Friday) pour satisfaire les actionnaires des grandes multinationales ? Comment produire du commun quand on demande aux libraires de fermer boutique et inciter les gens à commander sur Amazon malgré une mobilisation de leur part ? On peut affirmer sans ambages que la culture est essentielle alors que l'actionnaire n'a aucune utilité sociale. C'est un prédateur sans vergogne. La culture dans son acception la plus large est essentielle pour relier les Hommes entre eux. C'est à la base de toute société humaine depuis la grotte Chauvet jusqu'à nos jours.

Constat aussi que dans l'activité de travail certaines sont utiles et d'autres pas du tout.

Des millions de gens veulent un autre monde mais le pensent impossible. Alors nous devons agir et construire ensemble le jour d'après.

Comme disait Gramsci « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres. ». ●

Daniel ROME



Il faut virer les actionnaires de SANOFI !



Paul Hudson le D.G. de Sanofi veut une marge opérationnelle dépassant les 32% en 2025 et cet objectif porte un nom : Play to Win (joue pour gagner) (belle appellation quand nous parlons de santé humaine !). Abandon d'axes thérapeutiques majeurs, où les besoins non satisfaits sont légion : médicaments anti-infectieux, Système Nerveux Central, Diabète et cardiovasculaire, jugés moins rentables, sans compter le plan d'économie de 2 milliards € à coup de suppression d'emplois et d'externalisation. Arrêts de 200 médicaments sur les 300 actuels du groupe, certains sont des médicaments d'intérêt thérapeutique majeur

mais dixit la direction à faible C.A. Externalisation de 6 sites de production en Europe dont 2 en France qui fabriquent des médicaments de synthèse. Sans parler d'une note anonyme qui si elle s'avère exacte prévoit la vente ou la fermeture des sites de chimie restants dans SANOFI après 2024. Ce sont déjà 5000 emplois directs supprimés en 12 ans, des expertises abandonnées ; c'est toute la filière pharmaceutique qui est attaquée. Sanofi c'est le futur Alcatel des gâchis industriels. Pourtant SANOFI c'est plus de 20 ans d'augmentation de dividendes (4 milliards versés en 2020 soit en un seul versement plus de 40 années de dons au téléthon). SANOFI c'est aussi, cumulés sur 10 ans, plus de 1,3 milliards € d'argent public perçus sous forme de crédit d'impôt. Avec de telles dépenses la France maîtrise-t-elle la chaîne du médicament : Éviter les ruptures d'approvisionnement, orienter les axes de recherches pour des besoins thérapeutiques non satisfaits, lutter contre la désindustrialisation : maîtriser les prix du médicament. A toutes ces questions la réponse est NON ! Comment un État peut-il se légitimer d'une prétendue souveraineté thérapeutique, alors même qu'il dépend à presque 100 % d'une industrie privée. La France se doit d'être à l'avant-garde, salariés, professionnels de santé, élus et citoyens nous devons gagner la maîtrise publique de cette industrie de la Recherche à la production. La santé est un bien universel, cette universalité chère à notre sécurité sociale ne peut pas dépendre du seul écosystème de biens marchands privés.

● THIERRY BODIN

Tout le monde déteste la loi « sécurité globale »



Sécurité globale ! Parbleu, il fallait donc faire passer ce texte à l'Assemblée dans les meilleurs délais. Ce pouvoir est brutal pressé dangereux. Quelle menace, quel enjeu dictent ces pratiques ? La brutalité de ce pouvoir n'est-elle pas l'exact reflet de son incapacité grandissante à obtenir un consensus populaire quant à sa politique ? Non il n'y a pas consensus populaire quant à sa politique budgétaire, sa politique de santé, sa politique économique, sa politique scolaire ! La loi sécurité globale n'est-elle pas une tentative supplémentaire d'empêcher l'expression et la transformation en actes de la volonté populaire ?

Début de réponse avec l'ampleur de la mobilisation contre cette loi. Ce samedi 28 novembre dans plus de 70 villes des cortèges massifs se sont formés. Cette mobilisation s'inscrit parmi les plus importantes depuis l'alternance des confinements. Notons que les appels venus de toute la gauche politique, syndicale, associative, et milieux professionnels, dans leur extrême diversité ont été nombreux, les pétitions multipliées. Tout le monde déteste la loi « sécurité globale ». Alors la menace ? La démocratie en actes comme arme populaire. Alors l'enjeu ? Le pouvoir ! Que fait-on en république d'un pouvoir qui multiplie les obstacles à l'expression populaire, qui se résume à un parlement croupion, un président et deux ministres tout-puissants ? Indignés, nuits debout, gilets jaunes, le peuple sait inventer les lieux, les formes de construction des politiques de transformation, autant que les formes démocratiques qui font de l'intelligence et de la particularité de chacun la force de tous.

● CATHERINE DESTOM BOTTIN

Complotisme : Séparer le bon grain de l'ivraie

Le complotisme, comme le populisme est un mot-valise englobant tant de réalités diverses qu'il est impossible à définir. Ces concepts récents sont propices aux amalgames douteux et surfent sur la perte de repères et la confusion. Ils sont les éléments d'une idéologie qui ne dit pas son nom. La théorie du complot ne fait-elle pas partie d'un combat pour disqualifier les opinions et les idées qui vont à l'encontre de la politique néolibérale ? Des chercheurs ont même défini une « mentalité conspirationniste » (Conspiracy Mentality-Martin Bruder). En viendrons-nous à la chasse aux sorcières ? Les gilets jaunes complotent, les islamo-gauchistes complotent. Je comploté quand je dis que les dirigeants du monde se concertent pour élaborer leur stratégie néolibérale dans des cénacles comme la commission trilatérale ou le World Economic Forum. Pourtant c'est vrai et je peux le prouver. L'institut Jean Jaurès nous apprend que plus d'un français sur cinq, surtout jeune et défavorisé, « est perméable à la théorie du complot » (enquête 2018). Ce résultat est biaisé car le concept de départ amalgame ceux qui sont en recherche de vérités alternatives et adeptes du complot. Tous ne sont pas des adeptes de thèses paranoïaques, mais d'abord en quête de vérité, de sens et d'une vision alternative du monde et de l'histoire. Comment s'en étonner quand le socle des valeurs qui permet une compréhension commune du monde s'effondre ; quand les mensonges et les trahisons des gouvernants sont si nombreux qu'il n'est plus possible de leur faire confiance.

Le film « hold-up » cherche à détourner ces aspirations montantes vers des impasses. Il est construit sur le ressentiment plutôt que sur l'analyse ; sur l'affirmation plutôt que la démonstration. Il ne propose aucune solution alternative. Le « complot mondial des élites » relève du registre de l'apocalypse annoncée plutôt que de celui du combat. Ce film produit peur et impuissance et fait le jeu de ceux qui produisent ces amalgames. Il contribue à jeter le discrédit sur ceux qui dénoncent le capitalisme renforçant l'idée chez les gens « raisonnables » qu'il n'y a pas d'alternative. Dénoncer les menées qui peuvent se cacher derrière ces « théories du complot » ne suffit pas. Il est urgent de démonter ces concepts de l'idéologie dominante et de poursuivre et d'amplifier le processus de politisation du peuple amorcé depuis 2019. Il montre que l'effondrement de la confiance dans les dirigeants et les institutions a fait grandir chez beaucoup une nouvelle confiance dans sa capacité à faire par soi-même. En regagnant une estime de soi que les désillusions, le sentiment d'impuissance avaient fait perdre, le mouvement populaire a montré sa capacité à produire du politique. Mais c'est à la lumière des solutions alternatives proposées que l'on pourra vraiment séparer le bon grain de l'ivraie.

● JOSIANE ZARKA



Rapport(s) de forces

Qui dit rapport de force dit souvent rapport de force entre partis politiques. Il y a pourtant un décalage depuis plusieurs années entre le peuple et « sa représentation » dans les institutions notamment à l'assemblée nationale et au gouvernement.

D'autres observent les luttes et parlent d'atonie du mouvement social. Les 500 000 manifestants de ce samedi 28 novembre contre la loi Sécurité globale n'avaient pourtant rien d'atone ! En témoignent les photos de Serge D'Ignazio qui illustrent ce dossier.

L'équipe de rédaction de *Cerises* a donc invité des militants-es d'horizons divers à creuser cette notion de rapport de force à l'occasion d'une visioconférence. Ce dossier réalisé par l'équipe de rédaction de *Cerises* en retrace les principaux thèmes.

Vous avez dit rapport de forces ?

Afin de mener à bien nos pratiques militantes, nous sommes les un(s)es et les autres confronté(e)s à la notion de rapport des forces. Mais peut-être cette notion mérite-t-elle d'être davantage précisée. Observons qu'elle est trop souvent utilisée pour expliquer qu'on ne peut pas faire mieux. Or le seul intérêt d'analyser le rapport de forces est de chercher comment le faire bouger dans le bon sens.

A l'aune de quoi le mesure-t-on ? A ce que font ou tentent de faire les forces du capital ? En partie, en partie seulement car cela ne dit pas si elles le font parce qu'elles sont à l'offensive ou sur la défensive.

Aux rapports de forces entre partis politiques ? Ce n'est qu'une indication : une grande part de la population ne se reconnaissant que peu ou même pas du tout dans ce qu'ils sont. A la présence dans les manifs syndicales ? Poser la question c'est y répondre.

Peut-être faudrait-il partir du point de vue que les gens ont quelque chose dans la tête et que ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas (encore ?) trouvé les mots pour l'explicitier que l'on ne peut pas déceler à la fois des éléments de mûrissement et bien sûr du « pas encore là ».

Par exemple : comment analyse-t-on le rejet de toute verticalité chez les Gilets Jaunes ? Quels liens existent avec la revendication du RIC ? Les risques réels

de récupération par l'extrême-droite sont-ils dus à un « glissement à droite » de la société auquel il faut faire face en entrant la tête dans les épaules ou à une surdité de la gauche de la gauche à l'égard d'attentes ? Autrement dit, proposer quelques mesures (trois ou quatre) radicalement anticapitalistes est-ce trop élevé ou le moyen d'aider à formuler des aspirations et de commencer à les faire devenir emblématiques et dégager des possibles ?

A partir de cela, quels sont nos « instruments » de mesure ? Rapports de forces électoraux ? Présences aux manifs ? Ce sont des éléments réels. Mais ne faudrait-il pas davantage partir de ce que les comportements traduisent comme aspirations et que nous pouvons déceler en allant au-delà de ce qui est explicité ? Peut-on considérer que même si ces personnes n'ont pas trouvé les mots pour expliciter leurs aspirations ni les solutions pour y répondre, elles expriment des éléments de mûrissement qui permettraient d'ouvrir un processus de dépassement des limites et des ambivalences actuelles. Comment aborder les dynamiques - parfois contradictoires - possibles ?

Dans quelle mesure, l'analyse que nous en faisons interpellait-elle notre militantisme ?

Beaucoup de questions auxquelles ont bien voulu répondre Danielle Carasco,

Le seul intérêt d'analyser le rapport de forces est de chercher comment le faire bouger dans le bon sens

Micheline Cognard, Colette Corfmat, Bruno Dellasudda, Sylvie Faye Pastor d'Ensemble, Marcelle Fébreau médecin généraliste et syndicaliste, Julien Gonthier Solidaires industrie, Michèle Guerci NPP Militante antiraciste, Christine Poupin NPA et militante féministe, Patrick Silberstein Éditeur, Céline Verzeletti CGT responsable confédérale des questions liées à l'antiracisme, ainsi que Benoît Borrits, Catherine Destom Bottin, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Christian Mahieux, Henri Mermé, Daniel Rome, Pierre Zarka de l'équipe de rédaction de *Cerises*.

Un grand merci aux contributeurs et contributrices à ce débat.

● L'ÉQUIPE DE RÉDACTION

Nommer et caractériser le rapport de force

Tous les participant(e)s n'ont pas la même vision du rapport de forces.

Michèle Guerci souligne que dans les périodes historiques, où le capitalisme était en difficulté ça a favorisé la montée du fascisme. « Or aujourd'hui, il y a cette crise sociale dingue, cette offensive terrible du pouvoir qui porte des coups sans qu'en face on ait gagné quoique ce soit, et il y a une montée de la fascisation avec au cœur la question des musulmans. De la même manière que les juifs dans les années 1930 ».

Marcelle Fébreau : « La stratégie des forces capitalistes en face, c'est en gros soit je récupère, soit j'exterminerai par la répression et la violence. Peut-être l'absence de représentation limite-t-elle la récupération mais ça expose à une répression violente. Ces enjeux de la peur, (comment on se sent vulnérable ou pas) peuvent influencer nos positionnements et le rapport de force ».

Pour **Christine Poupin**, les rapports de force sont dégradés. « On est dans une situation de grande instabilité dans laquelle les retournements sont toujours possibles. A ce moment-là nous devons être capables de prendre des initiatives. On va être de plus en plus amené à faire de la politique en temps de catastrophe.

La stratégie des forces capitalistes c'est soit je récupère, soit j'exterminerai

Sur la pandémie on ne mesure pas à quel point le débat actuel se déroule sans nous ».

Certains propos nuancent l'idée d'un rapport de forces négatif. **Sylvie Faye Pastor** (médecin généraliste en zone rurale) précise à partir de son expérience professionnelle, en insistant sur la nécessité de prendre les choses comme les gens vivent. « J'assiste à une évolution. Il faut prendre la mesure de la démolition, de la dégradation de l'image de soi, en lien avec le management appliqué dans les boîtes ». Mais, selon elle, la Covid a une force pédagogique insoupçonnée. Les gens mesurent que le capitalisme se fout du nombre de morts. « J'en vois de plus en plus qui, à propos d'accidents ou maladies professionnelles, affrontent leur direction d'entreprise pour qu'elle reconnaisse leur responsabilité. C'est nouveau ».

Catherine Bottin-Destom abonde : « Je suis noire et femme, et je fais nettement moins la gueule que durant les 50 dernières années. A Aubervilliers, mon expérience à l'école c'est toute la cour de récréation, qui me saute dessus en me disant « négresse à plateau retourne dans ton pays ». Et la plus gentille de mes copines me défend en disant que « ce n'est pas de ma faute ». Femmes et noires, ce que nous vivons c'est un rapport de forces profondément amélioré. En faisant des quartiers populaires des lieux de relégation, les dominants en ont fait aussi, des lieux d'émergence d'un en-commun ».

Henri Mermé et **Patrick Silberstein** indiquent tous les deux qu'en général c'est a posteriori qu'on constate l'état du

rapport de force c'est encore plus vrai actuellement avec la crise de la Covid et ses conséquences.

« Mon impression depuis quelques années – nous dit **Patrick Silberstein** – c'est que le rapport de force est globalement dégradé mais plutôt dans un phénomène en dents de scie ».

Pierre Zarka se dit nuancé quant à la dégradation du rapport de forces. « Quel était-il réellement au sortir de « la gauche plurielle ? Depuis les Gilets Jaunes, la contestation du système a fait réapparaître le mot *capitalisme*. Aujourd'hui, faire partie du peuple, de celui que l'on n'écoute pas devient une identification collective. La défiance à l'égard de toute représentation est due à l'expérience du dessaisissement par les leaders et on veut faire par soi-même. Cette conscience a grandi pendant la crise sanitaire. Cela ouvre la porte à une redéfinition de la légitimité politique. Être hors système aussi. L'arrogance des forces du capital masque leur inquiétude. En août 2019, une réunion organisée par le Medef reconnaissait une mise en cause violente du système partout. Et Sarkozy y indiquait où est le verrou : tant que personne ne propose un autre système nous pourrions trouver des contre-feu ».

Bruno Dellasudda : « le terme de rapport de force est polysémique. Le mouvement féministe et le terrain écolo-climatique montrent la nécessité d'une analyse fine. C'est difficile d'en mesurer le poids mais ce sont pour nous des points d'appui essentiels pour la transformation de la société ».

Alain Lacombe : « Il est de plus en plus clair pour de plus en plus de monde que

le capitalisme nous mène dans le mur. Ce n'est pas pour lui un signe de force. Il n'a plus les marges de manœuvre nécessaires pour le compromis social, et pour ceux qui luttent, il en résulte un sentiment de défaite. Alors qu'en s'affaiblissant, le capitalisme devient plus dur. Mais cela n'indique pas un rapport de force plus favorable pour lui. D'où l'inquiétude dans son camp : ce matin sur Europe 1, Sarkozy déclarait qu'on pouvait s'attendre à un mouvement de gilets jaunes puissance 10 ».

Julien Gonthier : « il y a la question du militantisme - des réseaux sociaux et du militantisme. Trop de camarades ont délaissé la présence dans les cités ou dans la rue pour aller sur les réseaux sociaux. Nous avons besoin d'être dans le quotidien des gens et avec eux. C'est primordial. Les gilets jaunes nous ont bousculé. On peut tirer de leur mobilisation qu'à partir d'une revendication concrète du quotidien, on renvoie à la question du partage des richesses, et tous peuvent s'y retrouver et s'investir ».

Il apparaît que les critères que l'on choisit pour apprécier le rapport des forces déterminent l'analyse.

Benoît Borrits : « S'il n'y a pas la perspective d'une autre société possible quoiqu'on fasse, les luttes seront toujours défensives. Inversement s'il y a une vision commune d'une autre possibilité, d'un au-delà à la société dans laquelle nous vivons, alors les luttes peuvent devenir offensives ».

Pierre Zarka : « N'enfermons pas notre vision du rapport des forces aux partis politiques et dégageons-nous des étiquettes qui conduisent à plaquer sur des groupes sociaux des systèmes de représentation élaborés en dehors d'eux. Cela nous libère pour faire un travail de déchiffrement du mouvement populaire et



chercher où sont les points d'appui qui nous permettent d'intervenir efficacement ».

Et comment se comporter devant ce rapport de forces ?

Patrick Silberstein : « Il y a une fâcheuse tendance à en faire un justificatif pour baisser la barre et choisir le plus petit commun dénominateur. L'appréciation du rapport de force n'a de sens que si on a des objectifs, une stratégie offensive à tous les niveaux en particulier politique et électoral. Sinon on ne sait plus à quoi servent les forces de la gauche de gauche. Au compte du rapport de forces, il y a ce que nous faisons ou ne nous faisons pas ».

Marcelle Fébreau : « Pourquoi pas une stratégie du liseron, plutôt que d'être un chêne qui va se voir en plein milieu du champ ? D'être comme une mauvaise herbe, qui va se faire arracher, mais qui finalement va repousser tout le temps,

sous des formes différentes, à des endroits inattendus. De plus, n'est-ce pas le moment de parler d'hétérogénéité ? C'est-à-dire de se sentir solidaire sans obligatoirement viser à être tous pareils ? ».

Christian Mahieux relève que les deux syndicalistes (Solidaires et CGT) ont dit des choses qui se ressemblaient beaucoup, notamment à propos de travail syndical. C'est aussi une des clés importantes dans la période. Ils formulent les mêmes questions avec les mêmes réponses, ils évoquent les mêmes difficultés qui se posent, au moins dans la CGT et dans Solidaires, et dans quelques autres organisations.

Julien Gonthier : « Il ne s'agit pas de hiérarchiser les luttes mais plutôt de les globaliser. Mais la convergence n'est pas non plus la simple addition de luttes. Dans le passé, les grandes luttes sont celles qui ont fédéré. »

Que faire des défaites et/ou échecs ?

Quelques défaites plus ou moins cuisantes jalonnent la vie politique et l'engagement des forces de gauche depuis 10 ans. Quelles sont-elles concrètement et qu'en faire ?

Quelques exemples concrets permettent d'adosser la réflexion :

Danielle Carasco parle de échecs dans la lutte aux cotés des migrants : « On est au front de manière acharnée depuis le printemps mais il ne se passe absolument rien. Il y a une tentative d'action en décembre sur la journée des migrants mais on n'y arrive pas. Il ne faut pas se démoraliser mais c'est quand même décourageant ».

Céline Verzeletti pointe aussi des défaites dans les luttes syndicales « La mise en place de « réformes » telles que celles sur la retraite ou les lois travail en 2016 imposées de force pour montrer à ceux qui se mobilisent que les mobilisations ne servent à rien ».

Christine Poupin évoque les rapports à l'État et à la loi : « Un terrain sur lequel on n'arrête pas de perdre c'est tout ce qui concerne la dimension autoritaire de l'État sécuritaire. État d'urgence, nouvelle loi, état d'urgence, nouvelle loi etc. Loi contre le séparatisme. Cela a des effets extrêmement concrets. Il s'agit de l'appareil de répression ».

Enfin, l'expérience de Syriza évoquée par **Bruno Dellasudda** est très présente dans tous les esprits : « Un exemple concret très douloureux ! L'expérience du

Gouvernement Syriza s'est très mal terminée. Tsípras a fini par capituler. Il y a eu un débat à gauche polarisé essentiellement par la question de la sortie de l'euro ou même le départ de l'UE. Même si ce débat n'est pas secondaire, il n'était pas la priorité. Il y a eu une série d'enquêtes d'opinion qui montraient que quelles que soient les difficultés et malgré la politique abominable imposée par la troïka, la majorité de la population ne souhaitait ni sortir de l'euro ni de l'UE ».

Mais les échecs permettent ou obligent à la réflexion.

A propos de Syriza « on est passé à côté du rapport de force et ce à double échelle. Il n'y a pas eu assez de solidarité au plan international mais elle aurait été plus facile à construire s'il y avait une telle mobilisation » selon **Bruno Dellasudda**.

Pierre Zarka émet une autre hypothèse : « Pourquoi les expériences démocratiques en Grèce (Syriza) ou au Brésil, ont-elles échoué ? Parce que tout à coup les peuples ont viré à droite ? Ou parce que dans ces cas les forces alternatives n'ont pas osé franchir le Rubicon. Les termes mêmes du référendum en Grèce annonçaient la suite. Lorsque l'on prend l'initiative d'un référendum c'est pour que la bonne réponse soit OUI à l'alternative. Cette fois la bonne réponse a été Non. Cela veut dire que Syriza était resté sur le terrain de l'adversaire et pas sur celui qui aurait dû être le sien. Il n'y a plus d'espace possible ou de « presque » qui permette de répondre aux besoins sociaux ou démocratiques sans briser la domination du capital. Nous sommes entrés dans le temps

d'une incompatibilité qu'il nous faut affronter sans tergiverser ».

Les défaites peuvent aussi avoir des effets positifs : s'il y a défaite, c'est qu'il y a eu lutte et celles-ci permettent de construire des liens, de créer du collectif et de se mettre en mouvement

Céline Verzeletti : « Il faut du temps pour élaborer les revendications qui permettent de mettre en place une lutte, de créer un rapport de forces qui permettent de gagner sur des objectifs fixés et qui sont de vrais besoins. Pour évaluer un rapport de forces il ne faut pas seulement regarder les résultats. Il peut y avoir des revendications portées qui n'aboutissent pas et d'ailleurs il y a de plus en plus de revendications qui n'aboutissent pas. En effet le rapport de forces ne se mesure pas uniquement à ce qui a été gagné car le simple fait d'avoir su construire un mouvement à un moment donné, d'avoir débattu sur ce qu'il fallait faire et que différentes personnes se soient mises en mouvement tout cela crée du collectif. Alors que l'on constate que l'on a de plus en plus de mal pour créer du collectif sur le lieu de travail, le simple fait de rechercher collectivement à obtenir des résultats correspondant aux besoins exprimés par les salarié.es crée un rapport de force quel que soit le résultat ».

Christine Poupin ne partage pas tout à fait ce point de vue : « Qui donne le la du débat dans cette situation extrêmement difficile ? Quand on a perdu une bagarre on l'a perdue. Il faut prendre les choses au sérieux. Le fait d'avoir perdu contre la loi travail et la destruction des CHSCT ce n'est pas juste désagréable. Les CHSCT c'était un des seuls outils qu'on

avait réussi à s'approprier. Quand on a perdu on a perdu. Cela ne veut pas dire qu'on n'a rien fait, qu'on n'a pas construit des liens, qu'on n'a pas fait avancer des choses dans les têtes ».

Peser néanmoins sur les rapports de force

Patrick Silberstein « L'essentiel c'est de mettre en musique un certain nombre d'expériences, celles du passé comme Lip par exemple mais aussi celles qui existent aujourd'hui. Car ce type de mobilisations permet de peser sur le rapport de force et si c'est intégré dans une stratégie politique ça permet d'avancer à une échelle de masse un certain nombre de questions. C'est aussi cela qui devrait nous permettre aujourd'hui de réfléchir sinon cela risque de nous laisser entraîner à réduire nos ambitions. ».

Et faire avancer les « choses »

Sylvie Larue : « Je voudrais qu'on réfléchisse sur ce qu'on appelle des défaites. Ou des non victoires. Je pense que cela devient de plus en plus compliqué pour les forces du capital de céder. Il me semble qu'on est à un moment du développement du système capitaliste, un moment de crise qui fait émerger ces réponses autoritaires ou des gouvernements

Les soulèvements populaires, les processus révolutionnaires de ces dernières années sont des points d'appui



© Serge d'ignazio

autoritaires ou des répressions. Christine nous parle d'hégémonie. Il faudrait qu'on soit plus précis dans l'analyse des majorités d'idée. Il me semble que dans les majorités d'idée il y a des choses qui avancent certes cela ne se traduit pas tout de suite par des victoires dans les luttes comme l'abandon de la loi travail, comme des mesures concrètes pour préserver le climat, il y a des majorités d'idées sur lesquelles on peut s'appuyer pour continuer à booster ce rapport de force. Il y a de plus en plus de gens convaincus que le capitalisme est en train de nous mener dans le mur ».

Céline Verzeletti : « J'ai entendu dire qu'il y a des batailles que l'on a perdues et si elles sont perdues, elles sont perdues. Je ne partage pas tout à fait ce point de vue, une bataille perdue ne veut pas dire que l'on a tout perdu et pour gagner des grandes victoires, les petites batailles permettent d'accéder ensuite à des grandes batailles et des grandes victoires. Les choses doivent se faire progressivement. Si on ne passe pas par là, on arrivera pas à obtenir quelque chose ».

Les défaites sont aussi des points d'appui

Céline Verzeletti : « A propos du mouvement féministe et sur le terrain écolo-climatique : de fait il y a depuis plusieurs années maintenant une révolution féministe mondiale même si ses développements sont inégaux et aussi de nos jours dans les jeunes générations particulièrement une conscience écolo-climatique de plus en plus forte. Comment mesurer cela ? C'est effectivement difficile mais ce sont pour nous des points d'appui tout à fait essentiels pour la transformation de la société toute entière ».

Bruno Dellasudda : « Je crois que ça il faut l'avoir en tête pour relativiser les choses, et considérer aussi que tous les soulèvements populaires, les processus révolutionnaires de ces dernières années sont des points d'appui très importants qui nous amènent à considérer avec prudence l'évaluation du rapport de force ». ●

Les forces alternatives n'ont pas osé franchir le Rubicon

Pour créer du rapport de force, il faut s'organiser

Des organisations affaiblies et non représentatives

« Si nos organisations n'arrivent pas à augmenter en terme d'adhérents c'est très compliqué de mener des batailles dans leur ensemble », nous dit **Julien Gonthier**.

L'affaiblissement des organisations n'est évidemment pas un bon signe mais selon **Sylvie Larue**

« il est nécessaire de comprendre pourquoi il y a cet affaiblissement. Il y a beaucoup d'éléments objectifs : la casse des collectifs de travail, l'éloignement des lieux de décision, l'inefficacité à inverser les processus impulsés par les forces du capital... Mais la raison essentielle ce sont des organisations qui se substituent au mouvement populaire ».

Céline Verzeletti parle aussi de la marginalisation et de la répression des luttes menées depuis des années. « Ça a été flagrant avec l'apparition des gilets jaunes. Mais ça a aussi été le cas depuis 2016 pour les organisations syndicales et à la CGT nous l'avons perçu comme cela. Nous avons été traités de « terroristes » alors que nos actions ne se fai-

saient pas de cette manière. Il y a une volonté de marginaliser les personnes qui sont à même de s'organiser ».

Selon **Michelle Guerci** tout le monde est écœuré par l'état de la gauche. « L'incapacité de la gauche à réagir sur le plan de l'hégémonie culturelle de manière unifiée sur les questions de l'islamophobie, la domination de l'extrême droite au point qu'on ne débat qu'avec elle et le refus de dire clairement qu'il y a danger aujourd'hui autour des musulmans lui paraît réhébitoraire ».

Christian Mahieux rappelle qu'on ne sait pas trop de quoi on parle lorsqu'on dit la gauche.

« Parmi les organisations associatives, syndicales, politiques, que l'on peut placer sous le qualificatif « de gauche » il est important de débattre, travailler ensemble ».

Pas de mobilisation sans force organisée pour **Céline Verzeletti** : « il faut des espaces dédiés pour discuter, débattre, mettre en perspective des revendications ».

Reconstituer les forces militantes ?

Julien Gonthier : « C'est bien de mener des batailles d'idées, c'est bien d'avoir une visibilité sur les réseaux sociaux, c'est encore mieux quand on a des médias qui pèsent ou des médias alternatifs par rapport aux médias dominants, mais

la présence dans le quotidien des gens est importante ».

Céline Verzeletti : « Il nous faut reconstituer ces forces militantes au plus près de la population, par rapport à ses préoccupations quotidiennes. On ne peut pas les reconstituer comme on le faisait il y a trente ou quarante ans. Aujourd'hui, on n'est pas suffisamment représentatif de la population et des salariés. C'est une autocritique et si on n'est pas suffisamment représentatif, on ne peut pas construire ce rapport de forces. Dans le rapport de forces, il y a une notion de masse, et si on n'a pas cette masse, cela sera difficile d'instaurer un rapport de forces ».

Pour promouvoir l'auto-organisation, agir dans les moments de crise qui vont se multiplier, **Christine Poupin** pense qu'il est nécessaire de construire les outils à la fois programmatiques mais aussi organisationnels qui permettent de préparer la suite.

Des organisations qui ne se substituent pas au mouvement populaire

Céline Verzeletti remarque que la mobilisation des Gilets jaunes s'est faite en dehors de forces constituées, elle s'est faite à partir de revendications que l'on partageait ou pas avec des gens qui ne se connaissaient pas et de nouveaux espaces ont été créés, comme les rond-points. Certaines populations ne se reconnaissent pas dans les forces

Redéfinir le rôle des organisations

miitantes et il faut se demander pourquoi elles ne se reconnaissent pas dedans.

Julien Gonthier remarque aussi que les Gilets jaunes se sont réapproprié l'espace public différemment des organisations traditionnelles, des manifestations publiques République-Nation, ils ont développé de l'affrontement avec le pouvoir. Ils ont repris les endroits où ils vivent et la revendication est principale.

Micheline Cognard fait part de son expérience dans un groupe de Gilets jaunes de l'Eure où les débats étaient difficiles, parfois traversés par des idées d'extrême-droite mais où plusieurs organisations dont la Cgt, Ensemble, le Npa ont œuvré pour faire basculer les débats. Cela s'est traduit par des convergences sur d'autres combats par la suite.

Pour **Pierre Zarka** il s'agit de se dégager des étiquettes qui conduisent à plaquer sur des groupes sociaux des systèmes de représentation élaborés en dehors du mouvement populaire. La défiance à l'égard de toute représentation est due à l'expérience du dessaisissement par les leaders et de ce fait à la montée du « faire par soi-même ».

L'envie de maîtriser les choses est un point d'appui selon **Sylvie Larue**. « Il faut donc redéfinir le rôle des organisations ; comment peuvent-elles aider et comment peuvent-elles contribuer à alimenter ce refus de délégation, comment on passe à la marche au-dessus? ».

Patrick Silberstein : « Tant que la dite gauche ou une fraction de cette dite gauche ne s'oriente pas directement vers la reconnaissance de l'auto-organisation des couches populaires dans les quartiers populaires, telles qu'elles sont, la question du rapport de force, et la question de la construction de l'unité n'avanceront pas ».

Fabriquer des outils, des terrains fertiles pour des mouvements qui vont les dépasser

Marcelle Fébreau se demande si le rôle des groupes qui s'organisent - ou en tout cas essaient - ce n'est pas avant tout de fabriquer des outils, des terrains fertiles, pour des mouvements qui vont les dépasser. Et qui vont de toute façon transformer leurs organisations, voire en produire d'autres, complètement. Elle pense là par exemple aux violences policières qui ont été très visibilisées médiatiquement au moment du mouvement des Gilets Jaunes, c'est selon elle le fruit du travail des comités Vérité et Justice des quartiers populaires, qui existaient depuis des décennies, qui ont fait le job. De dire ce que c'est cette répression d'État, comment on s'organise, quels sont les outils pour y faire face.

Repenser différemment ces forces organisées, c'est-à-dire dans leur fonction, dans leur pratique et dans leur fonctionnement, pour **Bruno Delasudda** elles doivent aider aux luttes et aux mobilisations, elles doivent aider à l'émancipation et à l'autogestion et en aucun cas se substituer à l'activité autonome et spécifique des citoyens, des citoyennes, des salarié.es etc. « Dans les espaces de l'émancipation, on doit abandonner toute logique de rapport de force, de violence, de domination, de soumission et de compétition qui nous sont imposés par les standards capitalistes. Du côté de la gauche, des écolos, des mouvements sociaux, des mobilisations citoyennes, des nouvelles formes d'organisations ou anciennes, aujourd'hui, nous devons avancer sur le terrain du dialogue, de l'unité d'action et de la coopération, c'est l'alternative au rapport de force et à la concurrence dans le camp de l'émancipation ». ●



© Serge d'Ignazio



© Serge d'Ignazio

♪ ♪ Où sont les femmes

Il s'agit en fait de s'interroger sur l'état d'avancée de l'émergence d'une société qui soit le lieu de la libre association d'hommes et de femmes, libres notamment de toute domination quelle qu'en soit la nature et le caractère.

La rencontre autour de la notion de rapport de force pour riche qu'elle ait été ne s'est guère attardée sur une domination qui est l'objet d'un mouvement mondial, quelque chose qui est de l'ordre d'une révolution planétaire. Le mouvement féministe a dépassé ses attermoissements

des deux dernières décades, il est actif partout sur la planète avec ses mobilisations, ses rassemblements, ses succès notoires, malgré la brutalité à son égard des régimes fascistes d'Europe ou d'Amérique.

Le mouvement des femmes a pris un caractère universel quant à la géographie, universel quant aux motifs de l'action, universel quant à l'installation dans la durée. En cela il a cessé d'être le combat contre une domination seconde, domination dont la fin était attendue pour le lendemain du grand soir, puisqu'on le savait bien, une fois pris le palais d'hiver tout irait mieux.

Notre rencontre n'a guère abordé le rapport de force extrêmement amélioré entre les forces de l'émancipation et les forces patriarcales.

Néanmoins **Danielle Carrasco** oppose l'atonie du mouvement populaire dans les lieux où elle milite, à la vitalité du mouvement des femmes : « Dans le mouvement des femmes c'est plutôt l'in-

verse, il y a une radicalisation et sur le plan international on voit que ça bouge aussi beaucoup. Sur l'international on arrive à se connecter entre les différents mouvements c'est plutôt stimulant. On a quand même fait reculer le pouvoir en Pologne ». **Céline Verzeletti** évoque : « les mobilisations réussies quant à l'égalité hommes femmes ». **Catherine Destom Bottin** puise dans son expérience personnelle l'appréciation suivante : « je suis noire et femme et bien quant au rapport de force très honnêtement je vous jure que je fais nettement moins la gueule que durant les 50 dernières années ».

De Paris à Varsovie, en passant par le bureau ovale de la Maison-Blanche la violence à l'égard du mouvement féministe est le fait de ceux qui n'entendent pas que la domination de genre probablement la plus vieille de l'histoire de l'humanité prenne fin, ce serait une des plus mauvaises nouvelles pour toutes les dominations que trimballe encore l'humanité. ●

Le mouvement des femmes a pris un caractère universel



© Serge d'Ignazio

A l'international ?

On ne saurait dire l'état du rapport de force en se limitant à la situation d'un seul pays. **Henri Mermé** invite à « retrouver cette tradition du mouvement ouvrier de peser le rapport de force à l'aune de ce qui se passe sur la planète ». **Bruno Deltasuda** lui emboîte le pas quand il affirme : « on ne peut évaluer le rapport de force qu'à l'échelle internationale. Pour nous qui sommes internationalistes et altermondialistes ça va de soi mais dans les milieux militants, il y a des résistances et des difficultés à percevoir cet aspect des choses. »

Les combats d'ici puisent de l'énergie, de l'intelligence et de la stratégie à l'aune des combats de là-bas. Mais plus fondamentalement, la mondialisation capitaliste absolue fait que le combat de classe, s'il est échec des dominés d'ici l'est aussi des dominés de là-bas. Mais l'inverse est tout aussi vrai. Leurs avancées sont les nôtres, elles confortent nos batailles.

Henri Mermé recourt à la notion de ligne de crête. D'une part il y a : « la dimension positive des changements au travers des luttes sociales des luttes dé-

mocratiques qui se sont déroulées dans diverses régions du monde comme un nouveau cycle de lutte depuis le précédent des années 2010 2011 ». D'autre part souligne-t-il : « en parallèle à ces éléments positifs qui vont dans le sens du changement il y a contradictoirement lié à la crise de la COVID des conséquences économiques et sociales dont on perçoit tout juste les premières manifestations évoquant ces dynamiques contradictoires ». Il invite à user de la notion de ligne de crête : en raison de la pandémie le développement des luttes populaires s'essouffent en même temps

que les résultats référendaires au Chili, électoraux en Bolivie, et même aux USA sont des freins notoires à l'avènement du pire.

Bruno Dellasuda souligne la nécessité d'analyse affinée pour dire le rapport de force à l'échelle internationale et de citer la décennie 2010 2020 : « marquée en 2019 par des luttes et des processus révolutionnaires amorcés dans différentes régions du monde. » Cependant s'il évoque l'exemple de la Grèce en 2015 c'est pour que les écueils qui l'ont brisée soient utiles aux réflexions d'ici et maintenant : « ce qui est frappant c'est que la gauche au pouvoir n'a jamais essayée d'organiser une véritable mobilisation populaire, il semble que c'est essentiellement ce qui a manqué dans la construction du rapport de force sur lequel le pouvoir aurait pu s'appuyer dans ses négociations »

Passer de la lutte locale sectorielle à la lutte interprofessionnelle et à la lutte internationale

Pierre Zarka lui aussi questionne l'expérience grecque : « pourquoi les expériences démocratiques en Grèce avec Syriza ou au Brésil ont-elles échoué ? Parce que tout à coup les peuples ont viré à droite ? Ou parce que les forces alternatives n'ont pas osé franchir le Rubicon ? Les termes mêmes du référendum en Grèce annonçaient la suite. Lorsque l'on prend l'initiative d'un référendum c'est pour que la bonne réponse soit oui à l'alternative cette fois la bonne réponse a été non cela veut dire que Syriza était resté sur le terrain de l'adversaire et pas sur celui qui aurait dû être le sien avec la troïka et c'est ce qu'il a refusé de faire. »

Patrick Silberstein : s'il affirme que « évidemment l'appréciation du rapport de force à l'échelle internationale est l'élément déterminant ». Il invite néanmoins à la circonspection : « ainsi, est-ce que la victoire aux élections US de Biden change le rapport de force ? Un peu sans doute mais pas seulement ! Est-ce que les forces progressistes aux USA peuvent se contenter de soutenir Biden ou défendre leurs orientations propres ? ».

Dans l'analyse du rapport de force entre dominants et dominés, la mondialisation du travail est décrite comme facteur aggravant de l'état du rapport de force. C'est ainsi que **Céline Verzeletti** souligne qu' : « au plan international il y a la mise en concurrence des salariés des

différents pays et le développement des multinationales qui, pour les salariés, sont un éloignement des lieux de pouvoir et cet éloignement pousse à la démobilisation ».

Julien Gonthier va dans le même sens en s'interrogeant : « Sur la question des luttes comment passer de la lutte locale sectorielle à la lutte interprofessionnelle et à la lutte internationale. Demain on peut bloquer deux tiers des usines Renault en France cela ne suffira pas à gagner le rapport de force puisque aujourd'hui le rapport de force est effectivement mondialisé.

Néanmoins **Julien Gonthier** n'en reste pas à son interrogation : « et même si on fait du travail international en luttant contre les stratégies concurrentielles entre les salariés, on est confronté à des stratégies d'en face qui sont bien ficelées pour nous diviser »

Bruno Dellasuda pose qu'il faut regarder le rapport de force à l'échelle internationale de façon balancée. Ainsi, à la fascisation d'un certain nombre de régions du monde, il oppose par exemple les revers électoraux enregistrés dans ces mêmes régions : « je rappelle quand même qu'il y a des grandes villes et des métropoles qui ont été perdues par le pouvoir dans des pays aussi différents que la Turquie ou la Hongrie et que Trump a perdu les présidentielles aux États-Unis... ». ●



© Serge d'Ignazio

RAPPORT DE FORCES, RAPPORT D'ÉMEUTES

A la lecture du dossier « rapport de forces, » un angle mort ne masque-t-il pas la problématique des émeutes ?

Dans ce rapport de forces, l'affaiblissement des valeurs et des perspectives d'émancipation, de rupture avec le capitalisme, ne signifie pas un anéantissement général de la capacité de rébellion. A l'impossibilité de s'exprimer, au sentiment de ne pas être entendu, à la douleur de ne pas être reconnu ni respecté, une fraction - non négligeable - de la population, en particulier des dominés-es et discriminés-es, faute de se faire entendre, oblige à voir. Il ne s'agit pas ici des dérapages qui suivent et accompagnent des manifestations (comme les Gilets Jaunes). Les émeutes ne sont pas seulement un mouvement exacerbé de la colère. Elles sont pour une part un outil de revendication politique. Qui peut ignorer la discrimination au faciès après Cincin-

nati et Atlanta ? Qui peut nier les violences policières en quartiers populaires après 2005 ? Qui parle de ces mêmes quartiers quand ils ne brûlent pas ?

La persistance des discriminations nourrit le sentiment qu'il faut « tout casser. » L'extrême contrainte de « la vie politique » dans le « champ de tir » des institutions oblige d'une certaine façon celles et ceux qui ne s'y reconnaissent pas, ou plus, à se faire écouter ailleurs.

Non seulement les émeutes sont un effet ; elles sont aussi un symptôme de la profondeur du déséquilibre des rapports de force dans la société. Et pour cela elles en sont aussi un vecteur.

● **PATRICK VASSALLO**

Yannick Haenel La solitude Caravage



La Solitude Caravage

Peut-on tomber amoureux d'une figure peinte ? Yannick Haenel nous raconte la découverte d'une toile du Caravage « Judith et Holopherne » quand il a 17 ans et son désir naissant pour les femmes. Il ne voit que la beauté de Judith. Il découvrira bien plus tard que cette beauté peut être machiavélique. Ce récit nous entraîne au fil des pages sur la vie courte et mouvementée d'un des plus grands peintres de la Renaissance : Caravaggio. Il a révolutionné la peinture et influencé beaucoup de ses contemporains. Nicolas Poussin par dépit a affirmé que « Caravage est venu pour détruire la peinture. » Le récit de Haenel non seulement nous fait découvrir la vie de Caravage mais il interprète comme un historien de l'art les toiles du grand maître italien en montrant son génie créateur et son inspiration puisée dans la bible. Ce livre est un petit bijou à lire et à offrir pour tous les amoureux de la peinture de la Renaissance. Une modernité du clair-obscur.

● DANIEL ROME

La Solitude Caravage, Yannick Haenel, Éditions Folio chez Gallimard, Août 2020, 336 p.



Le travailleur de la nuit

Un petit coup de cœur pour cette BD. Matz pour le scénario et Chemineau pour les dessins nous racontent l'histoire vraie d'Alexandre Jacob cambrioleur ingénieux, et anarchiste. Ce personnage attachant, plein d'humour et de tendresse grandit à Marseille, s'engage comme mousse au grand dam de sa mère, vit durement sur les bateaux, traverse les océans, et comprend vite que partout la misère, et l'exploitation gangrène le monde. Il ambitionne de devenir capitaine et se forme, mais la maladie l'empêche de mener à bout son projet.

Il découvre la politique, fréquente les milieux anarchistes très actifs dans les années 1890. Il travaille pour devenir typographe puis pharmacien mais la justice et la police le poussent à devenir cambrioleur.

Les aquarelles aux couleurs chaudes de Chemineau nous plongent dans l'atmosphère de l'époque. Les vues de Marseille et de Paris sont magnifiques. Les personnages paraissent réels.

Enfin les séquences du procès en forme de flash-back nous permettent de mieux saisir le cheminement de ce rebelle au grand cœur.

● SYLVIE LARUE

Le travailleur de la nuit, Matz et Chemineau, Éditions Rue de Sèvres 128 p. 21x27,5 cm, Avril 2017, 18 €



Israël le voyage interdit

Le réalisateur : Jean Pierre Lledo né en Algérie d'une mère juive et d'un père communiste il y a 73 ans. En 1993 il doit quitter l'Algérie menacé de mort par les islamistes. Une partie de sa famille est allée vivre en Israël. C'est alors qu'il entreprend de venir en Israël avec sa fille et rencontrer cette partie de la famille partie vers la « terre promise ». Le documentaire comprend 4 films : Kippour, Hanouka, Pourim et Pessah. Le fil conducteur est une visite de l'histoire de cette partie du monde déchirée par une guerre qui a commencé en 1947, mais aussi la transmission à sa fille Naouel du patrimoine culturel familial longtemps tu. En Algérie et dans les pays arabes, aucunes références à la TV ou dans les journaux d'Israël, mais on parle de l'entité sioniste. Lledo explore les raisons qui opposent cruellement les juifs et les arabes. Un film à voir pour questionner et mieux comprendre le conflit israélo-palestinien, même si ce n'est pas l'objectif premier du réalisateur. Rappelons aussi que J.P Lledo a réalisé plusieurs films documentaires et écrit deux livres dont Le monde arabe face à ses démons : Nationalisme, Islam et Juifs, 2013.

● LOUIS CHAMPSEIX

Le voyage interdit, Documentaire réalisé par Jean-Pierre Lledo, sortie octobre 2020, 2h20.



Meurtres à Tombouctou

La mort d'un jeune touareg met en ébullition, cet environ de Tombouctou que l'enquête de la police locale, de l'antiterrorisme (français) et les traditions coutumières peinent à calmer.

Ce petit roman policier nous plonge au cœur d'une tranche de vie, dépeignant la vie d'un village et d'une tribu touareg, le climat délétère qu'un tel acte peut provoquer et les liens tenus, parfois opaques, ancestraux souvent, qui font « vivre ensemble » dans ce bout de Mali.

Le commissaire Habib aura bien du mal avec ce « crime d'honneur, » qu'évoque cette œuvre de Moussa Konaté, qui fut directeur du festival Étonnants Voyageurs de Bamako.

Les polars qui se situent en Afrique de l'ouest et qui échappent à la caricature néocoloniale sont assez rares pour être signalés. Surtout lorsque - comme c'est le cas ici - ils sont bien écrits et l'intrigue soigneusement nouée.

● PATRICK VASSALLO

Meurtres à Tombouctou, Moussa KONATÉ, éditions points Métailié, 2015, 211 p. 6,40 €



L'origine du monde

Vous connaissez tous le tableau de Courbet représentant le sexe d'une femme allongée. Le film réalisé par L. Lafitte s'en inspire ? Oui et non ... L. Lafitte s'inspire plutôt de la pièce de théâtre mise en scène par Jean Michel Ribes. Le film commence par un écran noir et l'on entend un couple faire l'amour. Mais Jean Louis ne ressent rien. Son cœur s'est arrêté de battre. Pourtant il continue sa vie, va à son travail, déjeune avec son ami vétérinaire. Est-il mort ou vivant ? Ni sa femme ni son ami vétérinaire (Vincent Macaigne) ne trouvent d'explications rationnelles à ce phénomène étrange. Sa femme Valérie (Karin Viard) l'emmène voir sa coach un peu gourou, connectée aux forces occultes. C'est alors qu'elle (Nicole Garcia) propose pour le sauver et qu'il puisse retrouver une vie normale, de prendre en photo le sexe de sa mère. Ce film très bien construit est surtout très drôle. Il y a des comiques de situation avec Vincent Macaigne et Karine Viard désopilants à souhait. Ce film hilarant peut s'inscrire dans la lignée de Luis Bunuel et Marco Ferreri.

A ne pas manquer...

● DANIEL ROME

L'origine du monde, Laurent Lafitte, Sélection officielle du Festival de Cannes, 1h38



Territoires solidaires en commun

Voici les anti-actes du 3ème colloque de Cerisy sur les communs. Leurs auteurs nous livrent un récit à vivre, mêlant expériences de terrain et réflexions « intellectuelles, » ancrant les débats sur des sujets concrets, articulant dans une dynamique en recherche la forme des discussions et leur fond, les conditions matérielles de ce colloque et ses suites idéelles.

Au-delà du « label » Économie Sociale et Solidaire, c'est la construction solidaire qu'interrogent les participants-es, ce faire commun qui n'est pas (seulement) une nécessité mais un processus, vital, pour réussir à être en relation. Est soulevée la problématique du tissage partagé de solidarités entre acteurs publics et privés, entre personnes et groupes (familles) vulnérables, et en quoi les Sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) sont un outil mobilisable.

La notion de translocalisme tente ici d'offrir une perspective renouvelée à l'articulation de pratiques locales émancipatrices et d'une mondialisation globale qui appelle transformation.

Le tour de France annoncé reliant Chaillol à la Bretagne, le pays de Grasse à Thiers, éveille notre curiosité sur la diversité de ces communs, loin d'une économie de pauvres assignés à la survie. On attend avec impatience un développement sur la transformation des territoires que cette dynamique sera (serait) capable d'impulser.

La culture n'est pas oubliée et les grandes entreprises interpellées ont singulièrement « manqué » de vigueur. Qui s'en étonnera ?

Une lecture vivifiante.

● PATRICK VASSALLO

Territoires solidaires en commun, Elisabetta Bucolo, Geneviève Fontaine, Hervé Defalvard, éditions de l'atelier, 2020, 204 pages, 16 €

Sur les écrans de nos identités



Dans « Josep », Aurel signe un portrait touchant et magnifique d'un artiste engagé dans la Retirada, autour de l'amitié naissante de ce résistant avec un gendarme que ce film porte à voir les renoncements du gouvernement français de l'époque, les conditions de survie dramatiques de ces réfugiés.e.s. Il rend ainsi une belle visibilité à tout un pan de l'identité d'une partie de l'immigration espagnole. ●



Maïwenn dans son « ADN ». Divorcée mère de 3 enfants, Neige s'était construite un « soi » avec son grand-père algérien, pilier d'une famille où rancœurs et perversité font plus que force et que rages... Comment se maintenir dans ce maelström ? La mort du grand-père va soulever bien des questions d'identité, une quête des origines. Entre France et Algérie, ni d'ici ni d'ailleurs... racisme et xénophobie peuvent-ils muter un ego ? ●



De l'autre côté de l'Atlantique, « Antebellum », film US de Gerard Bush et Christopher Rensch, s'il hésite entre gore et social, offre l'écran au racisme suprématiste blanc décrivant image après image les mécanismes de cette « folie », sa légitimation par une histoire fantasmée qui fait le ménage dans les mémoires individuelle et collective pour forger un « homme nouveau » immémorial. Bigrement d'actualité ! ●



Dans « Ondine », Christian Petzold signe une heure et demi d'une intense poésie qui démontre que l'identité d'un être humain n'existe pas sans son rapport à l'autre, aux autres ; sans être aimé, aimant la petite Sirène n'est qu'illusion. Ondine se déploie entre conte et archéologie. Un film qui rappelle en ces temps d'autoritarisme hygiéniste que l'être humain est d'abord un animal social. ●

« Adolescentes », de Sébastien Lifshitz, décrit la formation de l'identité de deux jeunes adultes. Ces 5 années où la fin de l'adolescence se métamorphose dans le monde adulte. Nos deux brivistes indiquent aussi ce que porte une ville moyenne de région, dans la construction de personnalités. Cette tranche de vie regarde ces lycéennes ordinaires de la « génération No Future ». Ce film n'évite ni les écarts de classe, ni le travail du temps, ni



une dissociation physique qui est moins celle de la corpulence que de la représentation des normes. Ou l'histoire d'identités maltraitées, contrariées qui doivent affronter les normalisations et les rigueurs d'une société préoccupée de nous digérer avant que d'offrir le visage du possible. Celui que les premières fois laissent entrevoir : être soi... Et c'est d'une tempête d'identité que nous entretenons ●

Ces films de l'année 2020 centrent le propos sur les identités, leur quête, leur mise en fantasme et leur mythomanie sociale. Au fond ce cinéma-là n'illustre-t-il pas les incertitudes de l'aventure individuelle dans l'atomisation de repères collectifs ? ne laisse-t-il pas entrevoir un nécessaire dépassement des couleurs pour l'interaction des « soi ». On regrettera sans doute que ces regards survalorisent les personnes au détriment d'une geste collective. Mais ces signaux ne signifient-ils pas que la question des droits individuels ne peut pas être déconnectée de la trame sociale qui en fait le contexte ? Au-delà du florilège de ces sorties cinématographiques on se réservera (quand les salles seront rouvertes...) le plaisir de ces découvertes... et de leurs réflexions. ●

Patrick Vassallo

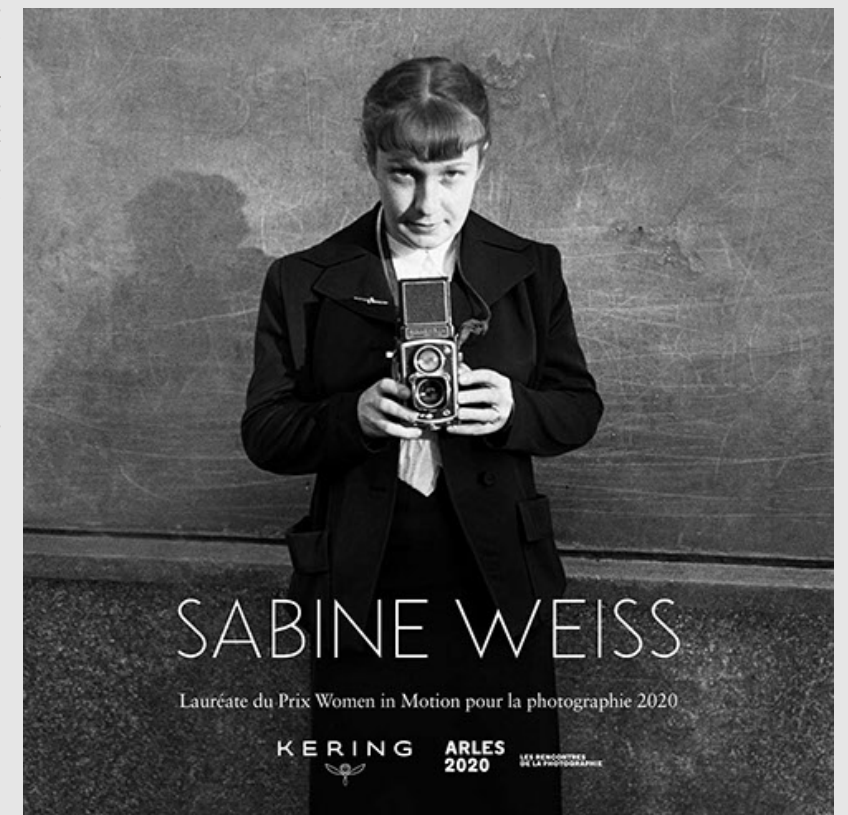


PHOTOGRAPHIE : D'HUMANISTES RÉCITS VISUELS

Au moment où le prix Woman in Motion est attribuée à Sabine Weiss, dernière représentante de la « photographie humaniste », nous constatons une situation paradoxale. Si Visa pour l'image à Perpignan ou Arles portent haut l'exposition et la galerie photo, le secteur a lui aussi beaucoup souffert ces dernières années. Il n'y a pourtant jamais eu autant de photos prises, par des journalistes qui écrivent et illustrent, par des citoyen.ne.s attentifs à leurs voisinages, par toutes sortes de smartphones qui alimentent les réseaux sociaux, les dénonciations ou les disques durs. Mais les récits photo se font rares. L'accumulation de clichés se conjugue à l'éphémère, même les micro vidéos sur les réseaux sociaux soulèvent de l'émotion, mais ne montrent pas des morceaux de vie. Le flash remplace l'album... Paradoxe qui risque d'éteindre morte née toute mémoire de l'humanité. De son observation ; pour comprendre.

L'interdiction (de la diffusion) de photos d'actions policières nous rappelle cependant que l'image peut être aussi lanceuse d'alerte. Parfois même preuve et témoin.

A Milan Kundera qui écrivait que « La mémoire ne garde pas des pellicules, elle garde des photos », Marc Riboud répondait que « La photographie ne peut pas changer le monde, mais elle peut montrer le monde, surtout quand le monde est en train de changer. »



Spectacle Vivant : changer de paradigme !

Traverser un inédit a ce parfum doux-amer qui transforme le futur en brouillard d'hypothèses entremêlées. Le secteur culturel, déjà bouleversé par plusieurs décennies d'attaques en tout genre, traverse la crise sanitaire à tâtons comme effrayé de voir s'effondrer un édifice si âprement acquis. Et pourtant, il est grand temps de changer de paradigme.

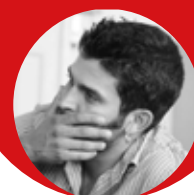
Les enjeux sont multiples. L'Opéra de Paris annonce plus de 50 millions de déficit (que l'État comblera sans trop de doutes...). Si les dispositifs de soutien sont nombreux, les impacts économiques commencent à apparaître dans leur effet rebond. La baisse de la diffusion des spectacles met les structures de création dans un déficit structurel et une difficulté à se projeter assez vertigineuse.

Les cotisations salariales et patronales du secteur sont en chute libre. L'organisme de formation du secteur culturel, l'Afdas, annonce la suspension des prises en charges des formations des intermittents. La médecine du travail (CMB) appelle à l'aide et annonce qu'elle pourrait ne pas survivre à 2021. Les caisses sociales (retraites, congés spectacles...) sont toutes dans le rouge. Les syndicats de salariés demandent 40 millions à l'État pour sauver les meubles. Si la prolongation de "l'année blanche" pour les indemnités des intermittents semble une évolution nécessaire, elle ne ralentira pas la diminution considérable de l'emploi salarié dans le secteur et pourrait même participer à l'aggraver. La possibilité de la disparition de certains conquis est une réalité et les décisions prises par le pouvoir dans les mois qui viennent auront des conséquences durables.

C'est dans ce contexte pour le moins morose et alors que le deuxième déconfinement s'annonce lentement, que le Syndicat des arts vivants (Synavi), qui regroupe près de 500 compagnies et lieux indépendants, met les pieds dans le plat de la politique culturelle. Il propose le 10 décembre (en visio...) **"Jamais trop de compagnies"** - premières assises du tiers secteur du spectacle vivant". Pour le Synavi, la crise a mis en lumière *"les limites d'un système : course aux créations trop peu diffusées, spectacles mal aboutis par manque de temps et de moyens, multiplicité des appels d'offres, des appels à projet, inégalités territoriales pour les acteurs comme pour les habitants, paupérisation des artistes..."*. Les compagnies et les lieux intermédiaires sont les principaux employeurs du spectacle vivant et les grands oubliés des plans de soutien et de relance. Avec ces assises, ils ne souhaitent plus être la variable d'ajustement et proposent même de réinventer un "paradigme" qui privilégie le temps long, la coopération, la présence territoriale. Ils dénoncent cette mascarade du ruissellement (qui prétend qu'en aidant les "gros", on soutiendrait les "petits"...) et préfèrent une *"irrigation par la racine"*.

Ces assises, qui s'additionnent aux multiples publications et prises de paroles depuis le début de la crise, racontent en creux l'émergence d'un tiers secteur, ni concurrentiel ni étatique, qui est déjà une réalité et qui peine à trouver sa place dans une histoire de la décentralisation trop souvent pyramidale. La réflexion est lancée pour mieux définir ce "déjà-là" qui mêle éthique sociale, responsabilité environnementale, parité, droits culturels, créations avec la population, questionnement sur la relation art-société, relation avec le secteur de l'économie sociale et solidaire... Et si la crise accouchait d'un futur désirable ? ●

Laurent
Eyraud-Chaume



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>